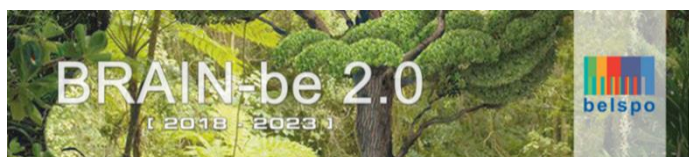


Un petit mot du président : *L'année au CPDR comme partout sur notre planète aura été marquée par la pandémie, ses trop nombreuses victimes et le repli des systèmes de gouvernance sur les directives de préservation sanitaire. Dans les milieux académiques, la pédagogie et la recherche ont adopté les dispositifs de télétravail et reporté les activités d'échange. Plusieurs visiteurs d'Afrique et d'Amérique latine attendent pour nous rejoindre en 2021. Dans d'autres cas, nous avons choisi d'expérimenter le distanciel et appris à tirer parti d'autres formules d'interaction. Nous saluons plus particulièrement ici le courage de tous les chercheurs étrangers qui, loin de leurs pays et de leurs familles, ont fait confiance à nos institutions et permis que les activités de recherche se maintiennent durant ces temps difficiles. Il en va de même pour le personnel administratif sans lequel cette volonté de poursuivre n'aurait pu se concrétiser. M.M.*

Nouveaux projets



Julie Ringelheim a entamé en septembre 2020 un nouveau projet de recherche, en collaboration avec Jean De Munck : Re-InVEST.be - Investir dans les droits fondamentaux, les capacités et les politiques contre la pauvreté en Belgique.

Financé par Belspo (Politique scientifique fédérale) dans le cadre du projet BRAIN 2.0 (Belgian Research Action through Interdisciplinary Networks), Re-InVEST.be consiste en une étude socio-juridique des politiques contre la pauvreté en Belgique envisagées au prisme des droits sociaux et des capacités.

Tom Dedeurwaerdere a lancé son nouveau site *Research Partnerships for Social and Ecological Sustainability* <https://tdresearch.net/>, dans le cadre du Projet FRFS -WISD (Fonds pour la Recherche Fondamentale Stratégique - Walloon Institute for Sustainable Development). Il y présente plusieurs projets de recherche en Europe inspirants en matière de transition écologique et sociale, ainsi que des méthodes et des outils pour la recherche transdisciplinaire.



Dans le cadre du Plan Transition coordonné par la Prorectrice Transition et Société (Marthe Nyssens), **Tom Dedeurwaerdere** rédige un vade-mecum des méthodologies de recherche en partenariats avec les acteurs sociaux. Ce vade-mecum est destiné aux étudiants rédigeant une thèse de doctorat ou un mémoire de master. Il sera présenté lors des séminaires sur la recherche partenariale qui seront organisés pour les chercheurs.

Séminaire de Philosophie

Marc Maesschalck dirige cette année un séminaire de recherche sur le thème « Néolibéralisme, populisme et démocratie ». Les deux premières séances ont eu lieu sous forme de webinar en direct avec le Brésil grâce à la professeure



Theresa Calvet une élève de Jean Ladrière qui avait travaillé avec ce dernier sur Peirce. La technologie nous a permis de rassembler près

de 17 nationalités pour nous pencher sur les travaux d'Adam Przeworski et Pierre Rosanvallon, non sans avoir longuement discuté aussi les apports de Michel Foucault, de Karl R. Popper et de Joseph Schumpeter, tout en rappelant les risques rémanents d'ontologisation du peuple.



Prix

Christine Frison a remporté le Prix Wernaers pour la vulgarisation scientifique 2020 avec sa vidéo d'animation "Graines de discordes : Six principes pour une gouvernance commune, équitable et durable des semences". Voici le lien vers la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=zkhSHD0sN00>



Olivier De Schutter a été élu **Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme** et a commencé son mandat le 1er mai. Cette mission, non rémunérée, consiste à se faire le porte-parole des personnes en grande pauvreté dans le monde et à mettre en avant des propositions pour combattre la pauvreté, conformément à ce que prévoit notamment l'Objectif n°1 du Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté en 2015.



Le ralentissement économique dû à la pandémie du Covid-19 provoque un recul sans précédent dans les efforts d'éradication de la pauvreté. La crise touche particulièrement les travailleurs indépendants, du secteur informel ou ayant des emplois précaires ; les femmes souvent davantage que les hommes. Or 55% de la population mondiale (4 milliards de personnes) n'ont aucun accès à la protection sociale.

C'est avec un sentiment d'urgence que le Rapporteur contribuera à l'effort visant à rendre les **socles de protection sociale universels**, en poursuivant la mise en œuvre de la [Recommandation \(n°202\)](#) adoptée par la Conférence internationale du travail, et de l'[Observation générale n°19 sur le droit à la sécurité sociale](#). Le « non-recours » aux droits est un problème répandu : les travailleurs du [secteur informel](#) (61% de la main-d'œuvre mondiale, soit 2 milliards de travailleurs) ou occupant des formes d'[emplois atypiques](#) ont peu ou pas d'accès à la protection sociale. De plus, un certain nombre de pays n'ont pas les ressources suffisantes pour financer des régimes de protection sociale permanents et fondés sur les droits. Le Rapporteur travaillera à la création d'une **nouvelle facilité financière internationale** à l'appui de la création de socles de protection sociale.

Il contribuera ensuite aux efforts visant à définir les contours d'une « **transition juste** » réalisant la **justice sociale** au niveau planétaire. Il travaillera avec les gouvernements, les agences internationales, les experts universitaires, la société civile et les mouvements sociaux pour identifier les différents outils qui pourraient contribuer à accélérer cette transition. Il compte travailler en étroite collaboration avec les personnes en situation de pauvreté ou l'ayant vécue, afin de s'assurer que leurs connaissances uniques éclairent les travaux du mandat et que les innovations sociales qu'ils ont expérimentées guident la recherche pour des solutions : il convoquera une série de « **Dialogues participatifs** », sur des thèmes allant de la protection sociale adaptative à la discrimination contre les personnes en situation de pauvreté et de la formalisation des travailleurs informels au rôle des interventions de la petite enfance, pour briser le cercle vicieux entre marginalisation économique et la perte de pouvoir politique.

Dernière minute, les séjours internationaux



Christophe Lazzaro : le séjour de recherche en Australie a été rendu possible par l'obtention en 2019 de deux bourses de mobilité : l'une de l'*Institute of Advanced Studies* (IAS) Visiting Fellowship, the University of Western Australia (UWA Law) School et l'autre de la *Fédération Wallonie-Bruxelles*, Asem-Duo Fellowship program, « Duo Wallonia-Brussels (Belgium) », Partnership with the University of Western Australia (Law Department).

Lors de mon séjour à la University of Western Australia (15/02 au 15/03/2020), plusieurs activités de recherche et d'enseignement ont pu être menées. Toutes ont concerné le thème de l'intelligence artificielle et, en particulier, le lien entre droit et technologies de prédiction.

- Public Lecture UWA Institute of Advanced Studies: C. Lazzaro, "Legal Humanism and the Automation of Everyday Life", 05/03/2020.
- Séminaire de recherche: C. Lazzaro, "Algorithmic divination: From Prediction to Preemption of the Future", UWA Law School Seminar and Tech' and Public Interest Working Group, University of Western Australia, 12/03/2020.
- Conférence internationale: C. Lazzaro & M. Rizzi, "Predictive analytics and the Law: coping with Uncertain Futures", Law, Technology, and Labour Governance Symposium, Curtin Law School, in partnership with the Future of Work Institute and the University of Bologna, Curtin University, Perth (AUS), 13/03/2020.
- Masterclass for the course of M. Rizzi, 'Regulation: Theory and Practice': C. Lazzaro, "From anthropology to ethics of new artificial creatures: limitations of EU institutional approach to AI", enregistrement du podcast le 05/03/2020.



Elles se présentent

Diana Mocanu



Diana Mocanu est diplômée d'un Master en droit européen de l'Université « Alexandru Ioan Cuza » à Iași, Roumanie, et a été stagiaire dans le secteur Asile, migration et frontières de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne. Elle est passionnée par la peinture abstraite, le tango et les questions à l'intersection de l'intelligence artificielle, la philosophie et le droit.

Son travail au sein du CPDR se déroulera dans le cadre du projet 'Beyond persons and things: the legal status of artificial intelligence' obtenu par Christophe Lazzaro et propose de systématiser les arguments pour et contre chacune des voies d'action que la loi pourrait adopter quant au statut juridique de l'IA. Elle demande quelles sont la loi, la doctrine juridique et les approches philosophiques du sujet, afin de déterminer ce qu'elles devraient être. En d'autres termes, elle cherche à problématiser les hypothèses dichotomiques qui sous-tendent les doctrines juridiques occidentales existantes et à suggérer des façons dont nos catégories théoriques de personne et de chose pourraient être construites sur des bases plus solides.

Marie Jadoul



Marie Jadoul, titulaire d'un master en droit (2009), a décidé de quitter le terrain pour nous rejoindre. Auparavant, elle a exercé la fonction de conseillère adjointe-directrice adjointe de l'aide/de la protection de la Jeunesse au sein de l'équipe volante de la Fédération Wallonie Bruxelles

Elle a été avocate durant 8 ans dans les matières relatives au droit pénal et pénitentiaire, droit de la jeunesse et droit familial. Elle a fait partie de la Commission de surveillance de la prison d'Ittre entre 2014 et 2018 et a été assistante d'enseignement (à 20 %) en droit pénal et de la procédure pénale à l'UCLouvain entre 2017 et 2019. Les questions touchant au droit pénitentiaire, au droit de la jeunesse, aux droits de l'homme en général et au droit pénal en relation avec la protection de l'environnement rencontrent plus particulièrement son intérêt. Aujourd'hui, Marie a l'intention d'effectuer une thèse sur la désobéissance civile et l'activisme écologique (du point de vue sociétal mais également individuel) en lien

avec l'état de nécessité « écologique » naissant (quels contours, quelles perspectives juridiques – en droit pénal et environnemental –, quels enjeux ?) au départ de décisions récentes rendues au sein de systèmes juridiques sensiblement différents (Europe – Etats-Unis). Marie aime la marche à pied, le vélo, le jardinage et se connecter à la nature. Soyez toujours le ou la bienvenu(e) pour passer une tête dans son bureau (B.110) !

Prof. Dr. Theresa Calvet de Magalhães



Theresa Calvet est docteur en sciences politiques et sociales (UCL 1977), avec un postdoctorat en philosophie contemporaine à l'Institut Supérieur de Philosophie (ISP) de l'Université Catholique de Louvain (1983-1984). Professeure à la retraite (en 2003) du Département de Philosophie de l'Université Fédérale de Minas Gerais (UFMG), à Belo Horizonte (Brésil). Ses recherches se sont orientées sur la philosophie de Kant, ainsi que sur la dimension publique du langage en philosophie analytique. Critique de Heidegger et Arendt notamment, elle a continué à approfondir la théorie continentale à travers ses études sur Foucault, Levinas, Ricoeur, Habermas, et Éric Weil. Depuis 2016, professeur collaborateur à la Faculté de Droit, programme de troisième cycle, de l'UFMG. Célibataire, Theresa

Calvet, une fière professeure de philosophie et un tempérament obstinément indépendant, habite la ville de Belo Horizonte, à Minas Gerais, au Brésil. Pour son CV, voir <https://ufmg.academia.edu/TheresaCalvet>.

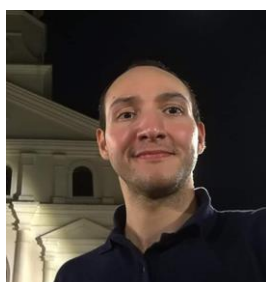
Collaborateurs Scientifiques



Véronique van der Plancke

Avocate au Barreau de Bruxelles, Cofondatrice du Cabinet d'Avocats du Quartier des Libertés (www.quartierdeslibertes.be), Conseillère juridique/chercheuse au Centre d'Appui Social Energie de la Fédération des Services Sociaux (FdSS – www.fdss.be / www.socialenergie.be), Véronique van der Plancke est Collaboratrice scientifique au sein de l'Institut pour la recherche interdisciplinaire en sciences juridiques, JURI, UCLouvain depuis 2013.

Alain Loute, docteur en Philosophie, Alain Loute a mené ses recherches doctorales et post-doctorales au CPDR avec le prof. Marc Maesschalck. Il est actuellement Maître de conférences au Centre d'éthique médicale et co-titulaire de la « Chaire Droit et éthique de la santé numérique » de l'Université catholique de Lille. Ses thèmes de recherche sont l'herméneutique, la philosophie sociale, l'éthique du care, l'éthique des technologies et de la santé numérique. Elles portent sur « l'éthique clinique comme intervention » en collaboration avec Marc Maesschalck, ainsi que sur les enjeux de « gouvernance » de la santé numérique qui renvoie à un vaste champ d'innovation dans le domaine de la santé (télémédecine, e-santé, utilisation des big data dans le domaine de la santé, robotique sociale, etc.). Sur ces enjeux, les recherches menées sur les théories de la gouvernance et l'approche de la gouvernance réflexive développées par le Centre de Philosophie du Droit constituent un point de passage obligé de mes recherches. Il a collaboré aussi avec le prof. Christophe Lazaro sur le thème de « l'usage des big data en santé : révolution épistémologique et transformation des pratiques ? ».

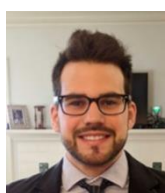


Anibal Pineda Canabal est docteur en philosophie. Issu du programme Erasmus Mundus Europhilosophie, il a rédigé son mémoire de master et sa thèse de doctorat sous la direction de Marc Maesschalck. Actuellement, il enseigne la philosophie à l'Université catholique d'Oriente (Antioquia, Colombie). Il s'intéresse à la philosophie sociale contemporaine et à la philosophie de l'histoire et de la religion d'Ernst Bloch. Son travail est essentiellement une histoire de quelques concepts clef de la pensée contemporaine d'où il dégage les enjeux politiques et ontologiques.

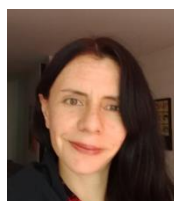
José-Luís Vivero Pol est Docteur en Sciences agronomiques, après avoir finalisé en 2017 sa thèse au CPDR : *Food as a Common*. Il y a mené des recherches dans le cadre des projets belges et européens coordonnés par les unités BIOGOV et CRIDHO. Il a ensuite poursuivi sa collaboration avec Tom Dedeurwaerdere et Olivier De Schutter. Ses recherches portent sur des questions telles que les actions collectives, les biens communs, les réseaux alimentaires alternatifs, et les motivations qui sous-tendent les programmes de gouvernance pour la nature et l'alimentation. Depuis 2017 il a été invité à collaborer à des projets au Guatemala, au Canada, en Australie, au Myanmar. Et depuis février 2020, il travaille à Rome pour la FAO-Programme alimentaire mondial (WFP) dans l'Unité d'appui technique du Réseau mondial contre les crises alimentaires.



Les thèses à venir :



Juan Carlos Benito Sánchez soutiendra publiquement le 16 décembre 2020 sa thèse intitulée *Securing Housing for All in Diverse European Societies: A Legal Analysis of Antidiscrimination Norms Applied to the Housing Context*, sous la direction de **Julie Ringelheim**.



María Angélica Sánchez Álvarez, défendra aussi sa thèse intitulée *Un concept juridique et politique de l'état d'exception : le cas de la Colombie*, sous la direction de **Philippe Coppens** (UCLouvain) et **Leopoldo Múnera Ruiz** (Universidad Nacional de Colombia - UNAL), avant fin d'année 2020.